

HISTOIRE VECUE

Je ne réclame pas la légitimité d'un discours sur ces ZEP. Je n'y ai pas d'expériences pédagogiques suffisantes pour me prévaloir d'analyses expertes en la matière. En revanche, mes enfants y ont été scolarisés 5 années, en maternelle et élémentaire, lorsque nous habitions en région parisienne. Je me souviens des commentaires de nos amis. Ils ne comprenaient manifestement pas ce choix. Comment, moi, enseignante, pouvais-je laisser mes enfants à la merci d'une éducation sans éducation, d'un enseignement sans enseignement, avec les risques encourus à fréquenter des camarades infréquentables ?

Ma réponse, pourtant simple, ne parvenait pas toujours à convaincre. Nous restions fidèles à notre quartier, à notre école, car nous y rencontrions des éducateurs formidables et des enseignants hors pairs. Nous y côtoyions des familles semblables à notre famille. Semblables, non pas forcément au regard de l'argent, ni de la couleur de peau, ni de la religion. Semblables parce qu'humaines, tout simplement. Oui, nous prenions ce risque de vivre là où des milliers de familles tentaient de vivre de manière respectable. Et l'on y parvenait fort bien. Dans le bac à sable du dimanche, mêmes pelles, mêmes poussettes, mêmes billes, mêmes disputes, mêmes colères que partout ailleurs. Mes enfants, le mercredi après-midi partageaient les goûters d'anniversaire de Mohamed et Zoé. Camille et Malika venaient régulièrement jouer à la maison. Mes enfants apprenaient à grandir, normalement ; ils recevaient un enseignement dont je n'ai jamais eu à me plaindre. D'ailleurs aujourd'hui, collégiens et lycéens honorables, ils se souviennent avec douceur de « ces années ZEP. » Dix ans déjà.

Et puis, un soir, je reçois un mot de la maîtresse de mon aîné. Le rendez-vous est pris. « Madame, votre fils est un atout formidable pour une classe comme la nôtre, c'est un bonheur quotidien de l'avoir comme élève. Il est volontaire, participe activement, sert de moteur dans les échanges entretient de très bonnes relations avec ses camarades. – Alors quoi ? - Alors, vous devez penser à sa scolarité future. Ici, le niveau de langue met en péril ses acquisitions à venir. Il ne peut progresser au rythme qu'il réclame. Vraiment, je vous invite fortement à changer vos enfants d'école. Allez dans le privé, juste à côté, ils y seront à leur vraie place. »

Je n'en revenais pas. Heureux, ils l'étaient. Performants en lecture, écriture et calcul, ils l'étaient. Confiants dans leurs apprentissages, ils l'étaient. Non, vraiment, ils étaient à leur place ! Et pourtant, soumis aux doutes, confrontés une fois encore aux jugements des proches, poussés par l'institution scolaire elle-même, nous nous sommes résignés à quitter l'école de notre rue, les camarades de la place d'à côté. La ZEP nous fichait dehors. Et nous sommes partis un peu plus loin, sur l'autre bord du rivage, de l'autre côté de la Marne ; pas très loin en définitive, mais juste assez loin pour sentir une frontière s'ériger et l'espoir d'une intégration s'envoler. La carte scolaire nous excluait de l'école dont nous dépendions.

« Ambition réussite » telle est pourtant la devise, le signe extérieur de reconnaissance, le marketing social visible. D'un côté, le discours politique qui prêche la considération de ces quartiers dits « à la dérive », de l'autre, une diabolisation médiatique excessive de ces mêmes zones sensibles. D'un côté, une

conscience collective soucieuse de la réconciliation sociale de ses membres, de l'autre, une attitude de circonspection des familles entre elles et des enseignants eux-mêmes, qui favorise la ségrégation des cursus. Notre école de la République mérite mieux que des belles paroles et de généreuses intentions. Il est vrai, ces établissements scolaires en difficulté font déjà l'objet d'attentions particulières et bénéficient de moyens supplémentaires. Cela va sans dire, là où bien souvent, de nombreuses difficultés convergent, il faut apporter plus de soutiens et davantage de moyens. ?

L'ambition de réussite ne mérite-t-elle pas un engagement ambitieux ? Leur souffler le mot de réussite, leur rendre accessible l'ambition, cela ne se résume pas à un slogan. A ces écoles aux profils sociaux, culturels, et linguistiques particuliers il faut répondre avec des outils mesurés et un personnel spécifiquement qualifié et honorablement rémunéré.

La démocratisation de l'école, la vraie, la sincère a un prix. A l'idée noble doivent correspondre l'attitude et l'action responsables, de la part des familles comme de celle des politiques.

Cependant, il serait puérile de croire que l'argent public puisse tout résoudre à lui seul. Trop souvent dépensé de façon standardisée et publicitaire, à coup de « yaka » démagogiques ou slogans politiques, il ne fait guère progresser les situations s'il n'est pas accompagné d'une réforme bien plus profonde et bien plus longue, celle des esprits et des comportements individuels. Et cela, aucun crédit, aucun texte, aucune loi démocratique n'y parviendra mieux que nous-mêmes. Ensemble et réunis. De droite, de gauche, ou de ni tout à fait de l'un, ni complètement de l'autre, la question de l'école dépasse les prises de position politicienne.

Travaillons donc à transformer nos attitudes personnelles en moyens collectifs, et gardons des poches budgétaires de réserve pour des mises en place ponctuelles et précises. Car lorsque la demande, toujours légitime, devient soudain imparable, quand la démonstration d'un besoin est sans appel, quand l'évidence d'un protocole apparaît avec insolence, alors la question d'argent ne devrait plus être un problème. Les budgets n'ont jamais été un préalable aux réformes. Les réformes automatisées se révèlent rarement des réponses judicieuses au niveau local.

Ostiane Mathon, ni experte, ni journaliste, ni politique, ni de gauche, ni de droite, juste instit'

[Blog Bleu Primaire](#)